2,3€

N°2
Janvier 2006

INSEE NORD-PAS-DE-CALAIS

Pages de Profils

Avec une diminution de 8 200 emplois, l'année 2004 confirme le recul de l'emploi salarié constaté en 2003. Cependant, contrairement à l'an passé, le tertiaire redevient faiblement créateur et atténue les diminutions toujours importantes dans l'industrie. Le Pas-de-Calais s'est inscrit dans une dynamique moins favorable que le Nord. La dégradation se confirme dans la plupart des zones de la région, mais le Valenciennois, Saint-Omer et la Flandre-Lys sont restées créatrices. Lille et la Sambre-Avesnois ont maintenu leur niveau d'emploi.

Avertissement

Contrairement aux années précédentes, cette publication ne tient compte que de l'emploi salarié. En effet, les données 2004 concernant l'emploi non salarié ne sont pas disponibles à ce jour.

Emploi salarié en 2004 : les enseignements d'un bilan

Raymond Bénard \ *Élisabeth Vilain*

Service Statistique

INSEE NORD-PAS-DE-CALAIS - 130 AVENUE DU PRÉSIDENT J.F. KENNEDY - 59034 LILLE CEDEX

03 20 62 86 29 - : 03 20 62 86 00

Les estimations quasi définitives de l'emploi salarié à la fin de l'année 2004 dénombrent 1 337 000 salariés dans l'ensemble des secteurs privé et public. La région enregistrerait ainsi une diminution nette d'environ 8 200 postes de travail entre le 31 décembre 2003 et le 31 décembre 2004.

CONFIRMATION DU RECUL DE 2003 APRÈS CINQ ANNÉES DE CROISSANCE

Après avoir crû au rythme élevé de 2,8% par an entre le 31 décembre 1997 et le 31 décembre 2000, l'emploi salarié régional a connu un ralentissement de sa croissance en 2001 et 2002 (+0,9% en moyenne annuelle). En 2003 et 2004, la conjoncture économique défavorable et la politique de restriction budgétaire dans le secteur public ont orienté la courbe de l'emploi salarié à la baisse Graphique 1. Ainsi en 2004, l'emploi salarié régional a reculé de 0,6%, comme en 2003, affectant un peu plus fortement le Pas-de-Calais que le Nord (respectivement -0,9% et -0,5%).

L'industrie, qui avait connu en 2002 et 2003 des pertes d'emploi d'ampleur comparable à celles observées dans les années quatre-vingt-dix après un répit de 1998 à 2001, poursuit et amplifie ses réductions d'effectifs en 2004. La baisse atteint 4,0% (-10 300 emplois) après 3,3% (-9 000 emplois) en 2003.

TOUS LES SECTEURS INDUSTRIELS À LA BAISSE SAUF L'AUTOMOBILE

Seule l'industrie de l'automobile a été épargnée par les suppressions d'emploi, même si ses effectifs ont progressé deux fois moins vite qu'en 2003 (+0,4%).
Tous les autres secteurs industriels ont supprimé un nombre élevé de postes, soit par la fermeture d'établissements importants, soit par des restructurations. Les secteurs les plus sévèrement touchés appartiennent aux biens intermédiaires dont le recul s'amplifie d'année en année, 2004 enregistrant près de la moitié des pertes des quatre dernières années (-5,3%, soit 6 100 emplois perdus). En premier lieu, le textile poursuit la réduction de ses effectifs (-13,0% en 2004), pour ne plus représenter que 17 000 emplois. L'habillement, cuir contribue pour la moitié dans les pertes enregistrées par les industries des biens de consommation (-4,7%, soit 1 300 emplois perdus). Bien qu'ayant un solde d'emploi déficitaire, les effectifs du secteur des biens d'équipement décroissent moins qu'en 2003 (-1 600 emplois contre -1 900 l'an passé). Enfin, presque revenue à son niveau de 1998 après un pic en 2001, l'industrie agroalimentaire a perdu en un an trois fois plus de salariés qu'en 2003, soit 1 200 postes (-3,1%).

Par ailleurs, la construction dégage un solde positif de +0,7%, croissance identique à celle de l'année précédente qui représente un volume de 600 postes.

LE RETOUR D'UNE CROISSANCE MODÉRÉE DANS LE TERTIAIRE

Le tertiaire est redevenu créateur net d'emploi (+1 900 salariés) en 2004. Mais cette évolution est à rapprocher des soldes d'emploi observés dans la décennie passée. En effet, tous les ans jusqu'en 1997, le tertiaire a généré en moyenne quelque 16 000 postes de travail supplémentaires. Il s'est ensuite affirmé entre 1998 et 2000 comme le véritable moteur de l'importante croissance de l'emploi régional, avec presque 35 000 emplois créés chaque année. En 2001, la moindre croissance des services aux entreprises, et tout particulièrement de l'intérim, a ralenti son expansion. Ce ralentissement a touché l'année suivante la plupart des autres secteurs marchands. En 2003, à une croissance modérée des secteurs marchands, s'est superposée une contraction très sensible des effectifs dans les secteurs non marchands, principalement l'éducation et l'administration publique, le tout conduisant à une quasi-stabilisation des effectifs. Celle-ci s'inscrit comme tout à fait exceptionnelle, puisqu'en 2004 le tertiaire renoue avec les créations grâce à la stabilisation de l'emploi dans le non-marchand et à une nouvelle croissance modérée des activités marchandes Graphique 2 .

LE TERTIAIRE MARCHAND TIRÉ PAR LES SERVICES AUX ENTREPRISES

Les créations d'emploi du tertiaire marchand s'observent presque uniquement dans le secteur des services aux entreprises, et plus particulièrement dans les activités de conseils et assistance, où elles s'avèrent souvent être des transferts d'activité et dans les services opérationnels qui bénéficient en particulier de la croissance des effectifs employés par les centres d'appels. Ces deux activités totalisent un gain de 2 400 emplois (+1,8%). La croissance des services aux entreprises reste inférieure à celle observée en 2003 (+1,4% après +3,1% en 2003), en raison notamment de la réduction de l'emploi intérimaire (-4,5%).
Les activités essentiellement non marchandes du tertiaire, qui avait connu en 2003 une forte réduction de l'emploi en raison de la contraction des emplois aidés dans le secteur public, stabilisent leurs effectifs en 2004. Le nombre de postes offerts dans les dispositifs de type contrats emploi-solidarité, contrats emplois consolidés et emploi jeunes a globalement diminué en 2004 (-8,7%), mais moins fortement qu'en 2003 (-21,0%). La lente érosion des effectifs de personnel titulaire du secteur public contribue également à la baisse de l'emploi dans les secteurs de l'éducation et de l'administration. Faisant figure de contrepoids, le secteur " santé, action sociale ", qui regroupe des salariés des secteurs privé et public, progresse de 2 800 postes.
Dans le reste du tertiaire, le solde d'emploi est globalement faiblement négatif (-0,3%). Dans le commerce, il est de -0,1% (-200 salariés), après un gain de 0,6% l'an passé. La contraction du volume de postes dans le commerce et la réparation automobile est confirmée (-1,7% contre -0,7% en 2003) tandis qu'elle s'accompagne d'une légère diminution dans le commerce de gros (-0,5%). Les services aux particuliers contribuent également à la baisse, avec une réduction des emplois personnels et domestiques et ce, malgré les répercussions positives sur l'emploi touristique et culturel de l'évènement Lille 2004.

LOCALEMENT, UNE RUPTURE PARFOIS RESSENTIE PLUS TÔT MAIS QUELQUES ZONES TOUJOURS EN CROISSANCE

Au niveau régional, 2004 confirmera donc l'interruption de la croissance assez prononcée, intervenue en 2003. Sur les six dernières années, même si partout les effectifs salariés ont progressé, les zones d'emploi ont connu des rythmes propres Carte . Là où la rupture a été ressentie

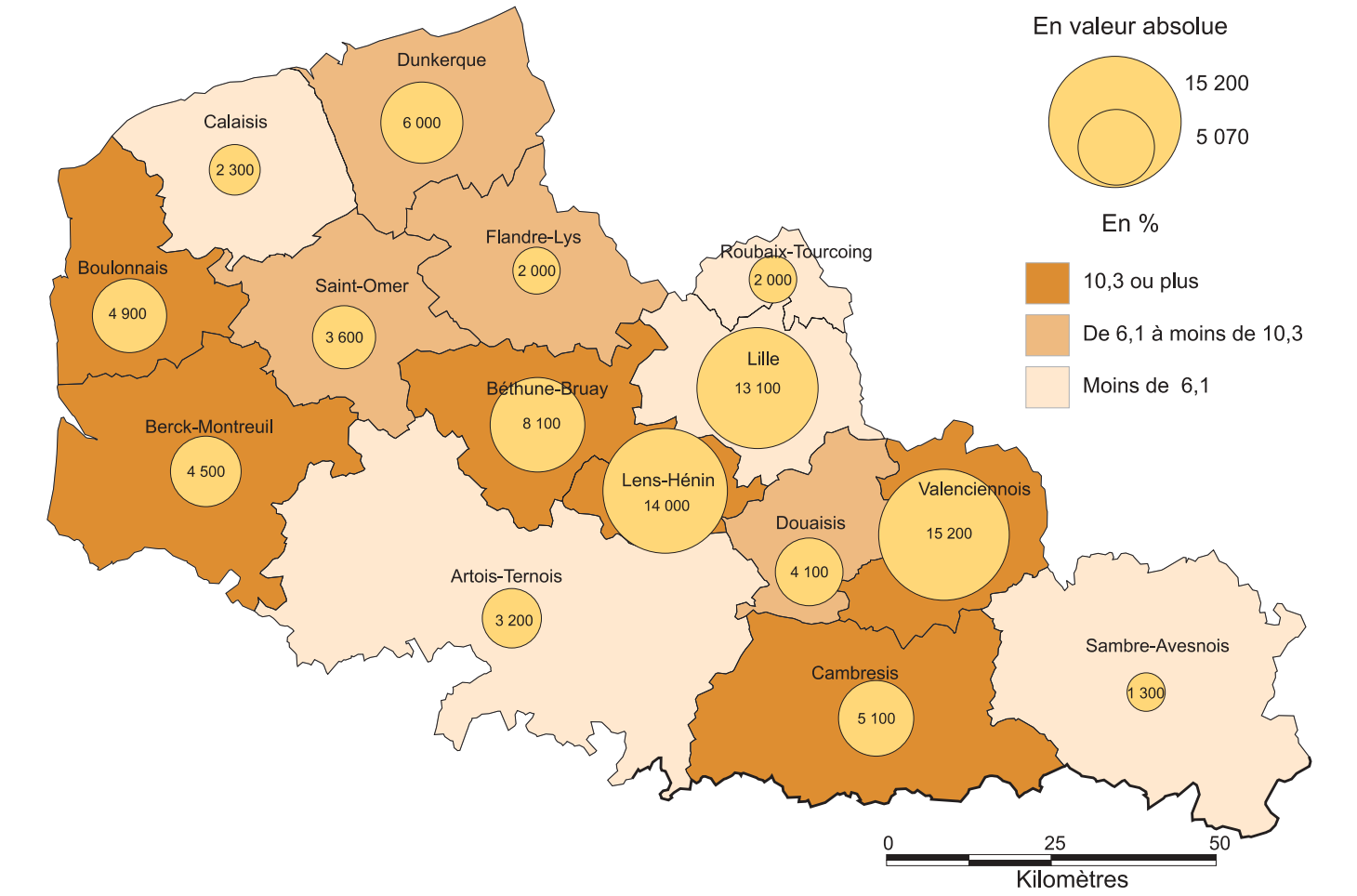
plus tôt, une progression de l'emploi inférieure à la moyenne régionale (+7,2% entre 1998 et 2004) est observée. C'est le cas dans les zones de Roubaix-Tourcoing (+1,5%), de la Sambre-Avesnois (+2,1%), de l'Artois-Ternois, (+4,1%), de Lille (+4,2%)et du Calaisis(+4,9%). La première et la dernière de cette liste figurent parmi les zones les plus touchées par les diminutions d'emploi en 2004. En revanche, les zones de Lens-Hénin (+15,6%), du Valenciennois (+15,5%), de Berck-Montreuil (+15,2%), du Cambrésis (+10,5%), du Boulonnais (+10,4%) et de Béthune-Bruay (+10,3%) enregistrent sur la période une croissance bien supérieure à la moyenne régionale. Parmi ces six zones, seul le Valenciennois échappe au recul en 2004. Les autres zones, le Douaisis (+6,1%), la Flandre-Lys (+6,6%), Dunkerque (+6,8%) et Saint-Omer (9,0%) connaissent sur la période des évolutions globales de l'emploi groupées autour de la moyenne régionale.

Entre 1998 et 2004, l'évolution de l'emploi a modifié le poids des zones dans l'ensemble régional, réduisant de 0,7 point celui de Lille, de 0,6 point celui de Roubaix-Tourcoing, de 0,2 point ceux de la Sambre-Avesnois et de l'Artois-Ternois au profit de Lens-Hénin (+0,5 point), du Valenciennois (+0,5 point), de Béthune-Bruay ou de Berck-Montreuil (+0,2 point) Tableau 1 .

PREMIÈRES TENDANCES 2005 : DIMINUTION PLUS MODÉRÉE QU'EN 2004

L'année 2005 n'a pas encore livré toutes les statistiques nécessaires à l'établissement d'un bilan d'ensemble de l'année. En première approche, selon les données sur l'emploi salarié privé non agricole mises à disposition par les Urssaf du Nord et du Pas-de-Calais, le nombre d'emplois aurait reculé sur un an de 0,4% sur les neuf premiers mois de l'année, intérim compris. Ce même indicateur affichait un an auparavant un retrait de 0,6%. Il semble donc que l'année 2005 se révèle au final un peu moins défavorable pour l'emploi salarié privé que 2004. Ce résultat proviendrait d'une progression plus sensible qu'en 2004 des effectifs du tertiaire marchand tandis que ceux de l'industrie conserveraient un rythme de diminution encore soutenu. La croissance du tertiaire se serait toutefois assortie d'un recours légèrement plus marqué qu'en 2004 à l'intérim. Dans le secteur public, la montée en charge du plan de cohésion sociale, qui n'a vraiment eu lieu qu'à partir de l'été 2005, a permis de compenser en partie les sorties des anciens dispositifs (CES, CEC, CEJ). Au total, le tertiaire serait plus nettement créateur d'emploi, sans arriver toutefois à compenser les suppressions d'emploi industriel.

Carte : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR ZONE D'EMPLOI (DÉCEMBRE 1998 - DÉCEMBRE 2004)



Avertissement
Les données 2003 ont fait l'objet de révisions à l'occasion des estimations de 2004. Les évolutions parues antérieurement sont caduques.

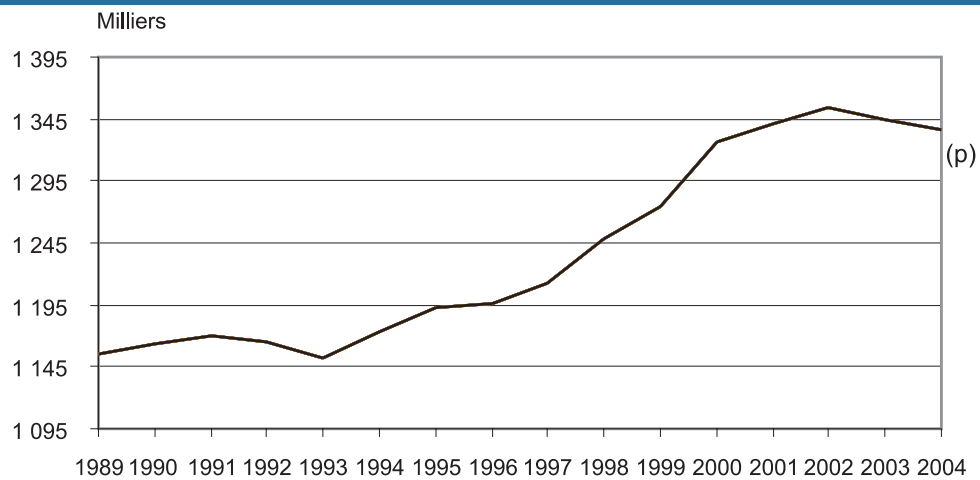
© IGN - Insee 2006
Source : Insee - Estimations d'emploi au 31 décembre

Tableau 1 : L'EMPLOI SALARIÉ DANS LES ZONES D'EMPLOI DU NORD-PAS-DE-CALAIS AU 31/12/1998 ET AU 31/12/2004

	1998		2004	
	Emploi salarié en milliers	%	Emploi salarié en milliers	%
Lille	**310,3**	24,9	**323,4**	24,2
Roubaix-Tourcoing	**135,9**	10,9	**137,9**	10,3
Valenciennois	**97,8**	7,8	**112,9**	8,4
Lens-Hénin	**90,1**	7,2	**104,1**	7,8
Dunkerque	**87,7**	7,0	**93,7**	7,0
Béthune-Bruay	**78,1**	6,3	**86,2**	6,4
Artois-Ternois	**76,9**	6,2	**80,1**	6,0
Douaisis	**66,6**	5,3	**70,7**	5,3
Sambre-Avesnois	**62,2**	5,0	**63,6**	4,8
Cambrésis	**48,7**	3,9	**53,8**	4,0
Boulonnais	**47,2**	3,8	**52,1**	3,9
Calaisis	**46,4**	3,7	**48,7**	3,6
Saint-Omer	**39,9**	3,2	**43,4**	3,2
Berck-Montreuil	**29,6**	2,4	**34,1**	2,6
Flandre-Lys	**30,3**	2,4	**32,3**	2,4
Région Nord-Pas-de-Calais	**1 247,6**	100,0	**1 337,0**	100,0

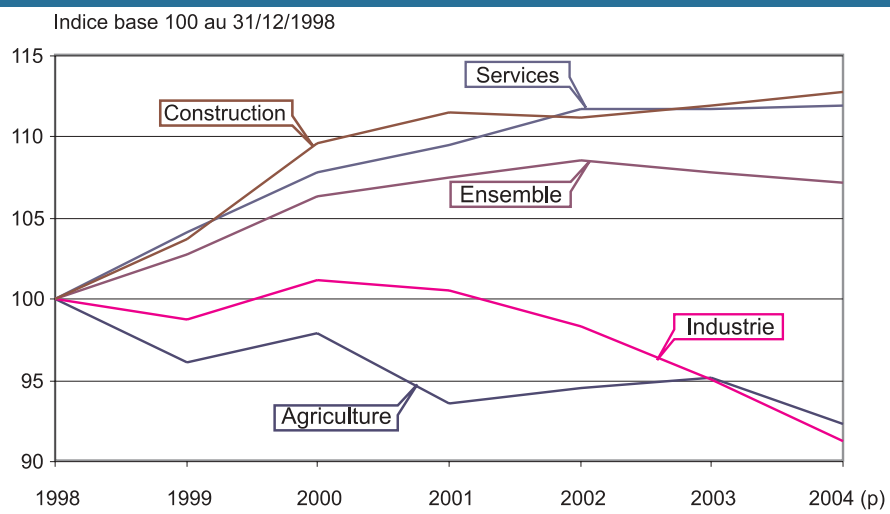
Source : Insee - Estimations d'emploi

Graphique 1 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS ENTRE LE 31 DÉCEMBRE 1989 ET LE 31 DÉCEMBRE 2004



Source : Insee - Estimations d 'emploi au 31 décembre de chaque année

Graphique 2 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR GRANDS SECTEURS DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS ENTRE LE 31 DÉCEMBRE 1998 ET LE 31 DÉCEMBRE 2004



Source : Insee - Estimations d 'emploi

Tableau 2 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ(SECTEUR PUBLIC ET SECTEUR PRIVÉ CONFONDUS) DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS ENTRE LE 31 DÉCEMBRE 2003 ET LE 31 DÉCEMBRE 2004

Activité économique (Nomenclature économique de synthèse niveaux 4, 16, 36)	Département du Nord		Département du Pas-de-Calais		Région Nord-Pas-de Calais		
	Emploi salarié en milliers		Emploi salarié en milliers		Emploi salarié en milliers		Évolution 2004/2003 en %
	2003	2004 (p)	2003	2004 (p)	2003	2004 (p)	
TOTAL	**890,0**	**885,9**	**455,2**	**451,1**	**1345,2**	**1337,0**	**-0,6**
Agriculture	6,9	6,6	7,7	7,5	14,5	14,1	-3,0
Industrie	169,0	162,2	92,3	88,8	261,3	251,0	-4,0
Construction	46,1	46,5	29,5	29,7	75,6	76,2	+0,7
Tertiaire	668,1	670,6	325,7	325,2	993,8	995,7	+0,2
Agriculture, sylviculture, pêche	**6,9**	**6,6**	**7,7**	**7,5**	**14,5**	**14,1**	**-3,0**
Industries agricoles et alimentaires	**20,9**	**20,2**	**16,5**	**16,1**	**37,5**	**36,3**	**-3,1**
Habillement, cuir	2,6	2,1	1,9	1,6	4,4	3,7	-15,6
Édition, imprimerie, reproduction	7,8	7,4	2,4	2,3	10,2	9,8	-4,7
Pharmacie, parfumerie et entretien	3,9	3,8	0,4	0,4	4,4	4,3	-1,9
Industries des équipements du foyer	5,5	5,4	1,9	2,0	7,5	7,5	+0,0
Industries des biens de consommation	**19,8**	**18,8**	**6,7**	**6,4**	**26,5**	**25,2**	**-4,7**
Industrie automobile	**19,6**	**20,1**	**9,3**	**8,9**	**28,9**	**29,0**	**+0,4**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	4,7	4,5	0,4	0,4	5,2	4,9	-5,6
Industries des équipements mécaniques	18,7	18,2	7,7	7,1	26,3	25,3	-3,9
Industries des équipements électriques et électroniques	4,9	4,6	2,5	2,5	7,4	7,0	-4,4
Industries des biens d'équipement	**28,3**	**27,2**	**10,6**	**10,0**	**38,8**	**37,2**	**-4,2**
Industries des produits minéraux	6,0	5,5	13,0	12,7	19,0	18,3	-3,8
Industrie textile	15,8	13,3	3,7	3,6	19,5	17,0	-13,0
Industries du bois et du papier	6,0	5,4	5,1	4,8	11,0	10,2	-7,5
Chimie, caoutchouc, plastiques	12,1	12,0	10,7	10,5	22,8	22,5	-1,3
Métallurgie et transformation des métaux	28,1	27,2	8,3	7,7	36,4	35,0	-3,9
Industrie des composants électriques et électroniques	2,3	2,3	5,0	4,7	7,3	6,9	-4,8
Industries des biens intermédiaires	**70,2**	**65,8**	**45,8**	**44,0**	**116,0**	**109,9**	**-5,3**
Production de combustibles et de carburants	0,8	0,8	0,4	0,4	1,2	1,2	-0,3
Eau, gaz, électricité	9,4	9,2	3,1	3,0	12,5	12,2	-2,4
Énergie	**10,2**	**10,0**	**3,5**	**3,4**	**13,7**	**13,4**	**-2,3**
Construction	**46,1**	**46,5**	**29,5**	**29,7**	**75,6**	**76,2**	**+0,7**
Commerce et réparation automobile	15,0	14,7	8,4	8,2	23,4	23,0	-1,7
Commerce de gros, intermédiaires	34,7	34,2	16,2	16,4	50,9	50,7	-0,5
Commerce de détail, réparations	77,4	77,7	36,9	37,1	114,3	114,8	+0,4
Commerce	**127,0**	**126,7**	**61,5**	**61,7**	**188,6**	**188,4**	**-0,1**
Transports	**39,7**	**39,7**	**20,1**	**20,0**	**59,8**	**59,7**	**-0,0**
Activités financières	**27,7**	**27,6**	**8,7**	**8,6**	**36,4**	**36,2**	**-0,6**
Activités immobilières	**8,6**	**8,9**	**4,6**	**4,6**	**13,2**	**13,5**	**+2,3**
Postes et télécommunications	18,5	18,6	8,4	8,4	26,9	27,0	+0,5
Conseils et assistance	44,0	45,0	13,0	13,7	56,9	58,7	+3,1
Services opérationnels	59,8	60,4	31,7	31,7	91,5	92,1	+0,7
Recherche et développement	2,7	2,8	0,1	0,1	2,9	2,9	-0,4
Services aux entreprises	**125,0**	**126,9**	**53,2**	**53,9**	**178,2**	**180,7**	**+1,4**
Hôtels et restaurants	22,4	23,1	12,2	12,4	34,6	35,5	+2,6
Activités récréatives, culturelles et sportives	9,0	9,4	3,5	3,6	12,6	13,0	+3,2
Services personnels et domestiques	22,5	21,1	11,6	10,8	34,1	31,9	-6,4
Services aux particuliers	**53,9**	**53,5**	**27,3**	**26,9**	**81,3**	**80,4**	**-1,1**
Éducation	81,8	80,5	43,0	41,7	124,8	122,2	-2,1
Santé et action sociale	100,5	102,3	49,9	51,0	150,4	153,2	+1,9
Éducation, santé, action sociale	**182,4**	**182,7**	**92,9**	**92,7**	**275,2**	**275,4**	**+0,1**
Administration publique	92,3	92,5	53,1	52,5	145,4	145,0	-0,3
Activités associatives et extra-territoriales	11,5	12,1	4,2	4,3	15,8	16,4	+4,0
Administration	**103,8**	**104,5**	**57,3**	**56,8**	**161,1**	**161,3**	**+0,1**

(p) Données provisoires.
Source : Insee - Estimations d'emploi au 31 décembre de chaque année

Pages de Profils

POUR COMPRENDRE CES RÉSULTATS

Comment sont calculées les estimations d'emploi ?

Le recensement de population de 1999 sert de base de référence aux estimations d'emploi. Il permet en effet de comptabiliser l'emploi au lieu de travail pour une zone géographique et un secteur d'activité économique donnés. Les résultats sont ensuite actualisés au 31 décembre de chaque année à partir d'indices d'évolution déterminés d'après différentes sources :

- les données de l'Unedic (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce) pour la majorité des salariés ;
- des données complémentaires pour les non-salariés et les salariés des secteurs non couverts par l'Unedic (par exemple de la Mutualité sociale agricole, des fichiers de paie des agents de l'État, l'enquête annuelle sur les collectivités territoriales).

Pour en savoir plus

- Évolution de l'emploi salarié dans le secteur privé en 2004 - Insee - Les Pages de Profils n° 6, juin 2005.

www.insee.fr

L'information disponible 24h sur 24

Directeur de la publication : Jean-Jacques MALPOT
Service Administration des Ressources : Brigitte RABIN
Service Études Diffusion : Aurélien DAUBAIRE
Service Statistique : Jean-Christophe FANOUILLET
Rédacteur en chef : Jean-Luc VAN GHELUWE
Responsable Fabrication : Christian DE RUYCK
Maquettistes : Fabrice CARLIER, Annick CEUGNIEZ, Claude VISAYZE
Vente : Bureau de vente - 130, avenue J.F. Kennedy - BP 769 - 59034 LILLE CEDEX - Tél : 03 20 62 86 66
CPPAD en cours - ISSN : 1774-7562 - Dépôt légal janvier 2006 - © Insee 2006 - Code Sage PRO060220
Imprimerie LA MONSOISE - 5, avenue Léon Blum - 59370 MONS-EN-BAROEUL - Tél. : 03 20 61 98 44 - Courriel : contact@imprimerie-monsoise.com

INSEE NORD PAS-DE-CALAIS